

Et si l'on éjectait l'UDC?



Pascal Sciarini

La Suisse prend progressivement la mesure des effets néfastes de l'initiative UDC «Contre l'immigration de masse», acceptée par le peuple et les cantons le 9 février. A ce jour, l'attention des politiques et des médias s'est logiquement focalisée sur le front diplomatique, c'est-à-dire sur les conséquences de l'initiative pour la politique européenne de la Suisse. Comment mettre en œuvre l'initiative UDC sans détruire l'ensemble de l'édifice bilatéral patiemment mis en place avec l'Union européenne? Dilemme a priori insurmontable, qui va exiger des trésors d'inventivité de la part des autorités fédérales et mobiliser leur énergie pendant plusieurs mois, voire plusieurs années. Mais le vote du 9 février soulève aussi des questions de politique intérieure, qu'il faudra bien aborder un jour ou l'autre.

Invité, dans ces colonnes, à commenter le résultat du vote du 9 février (LT du 11.02.2014), Pascal Couchepin a livré une analyse lucide et convaincante. Sauf sur un point. A la question de savoir comment il convenait de traiter l'UDC, l'ancien conseiller fédéral a répondu en bottant en touche. Il a d'un côté considéré que confier davantage de responsabilités à l'UDC en matière de politique étrangère s'apparenterait à la politique du pire. Et il a d'un autre côté affirmé qu'il ne servirait à rien de rejeter l'UDC dans l'opposition. Etrange système politique que celui dans lequel un parti gouvernemental

n'a pas à répondre de ses actes, ni à les assumer jusqu'au bout, et peut tranquillement laisser à d'autres le soin de recoller les pots cassés.

Pendant ce temps, l'UDC se frotte les mains et se réjouit par avance de toucher les dividendes électoraux de son succès et de sa capacité inégalée à dicter l'agenda

politique et médiatique. Car comme pour d'autres partis, mais tout spécialement pour l'UDC, le recours à l'initiative populaire vise tout autant à préparer les prochaines élections fédérales en imposant ses thèmes de prédilection (l'immigration, l'asile, l'Europe, l'ordre et la sécurité), qu'à influencer les politiques en la matière.

De fait, on attend toujours de savoir comment l'UDC entend concrètement mettre en œuvre son initiative. Depuis dimanche dernier, ses ténors oscillent entre l'optimisme béat («l'UE a besoin de nous et va forcément être conciliante») et les solutions d'un autre âge, comme celle consistant à réintroduire le statut de saisonnier. Quant à son chef suprême, il joue la provocation et reproche aux Romands leur manque de patriotisme. Un reproche analogue à celui formulé lors de la campagne précédant le vote sur l'Espace économique européen en 1992, et auquel on pouvait déjà aisément opposer que les adversaires de l'Europe ne détiennent pas le monopole du patriotisme (*Le Nouveau Quotidien*, 13.11.1992). Quitte à jouer la provocation, autant le faire en posant une question un peu plus substantielle: en lançant et en faisant accepter son initiative «Contre l'immigration de masse», l'UDC n'a-t-elle pas franchi la ligne rouge, celle qui sépare un parti gouvernemental d'un parti non gouvernemental?

Certes, ce n'est pas la première fois que l'UDC gagne une initiative populaire. Sa réussite dans ce domaine affole même la statistique. Alors que seule une initiative sur dix trouve généralement grâce devant le peuple et les cantons, cinq des neuf initiatives lancées et/ou soutenues par l'UDC au cours des dix dernières années ont été acceptées. Jusqu'ici, le système politique suisse a su digérer sans trop de mal ces crimes de lèse-majesté, dont les retombées étaient somme toute mineures. Ainsi, l'initiative sur les minarets et celle sur le renvoi des criminels étrangers ont surtout provoqué des dégâts d'image. Il en va tout autrement avec l'initiative «Contre l'immigration de masse»,

qui menace l'un des piliers de la croissance économique dont la Suisse a bénéficié ces dernières années.

Un parti gouvernemental qui saborde l'action du gouvernement dans un domaine aussi crucial que la politique européenne a-t-il encore sa place au Conseil fédéral? Cette question en appelle une autre: comment se fait-il qu'aucun des autres partis gouvernementaux n'ose remettre en cause la présence de l'UDC au gouvernement? Dans les pays qui nous entourent, une telle situation serait impensable: un parti coupable d'un tel manque de loyauté serait immédiatement exclu de la coalition gouvernementale, quitte à provoquer la chute du gouvernement et la convocation de nouvelles élections. Il en va différemment en Suisse, en bonne partie à cause de la démocratie directe.

Dans un pays dans lequel le peuple a le dernier mot, on considère qu'il n'est pas possible de gouverner autrement qu'en cooptant tous les principaux partis au gouverne-

Etrange système politique que celui dans lequel un parti gouvernemental n'a pas à répondre de ses actes, ni à les assumer

ment, et en les rendant ainsi responsables de l'action gouvernementale. Mais on comprend aisément à l'énoncé de cette thèse que celle-ci repose sur un présupposé fondamental, selon lequel les partis gouvernementaux sont des partenaires un tant soit peu loyaux, qui acceptent de modérer leurs ardeurs en matière de démocratie directe. Cette condition n'est plus satisfaite. Depuis déjà plusieurs années, l'élite politique suisse s'accroche désespérément à une concordance qui n'existe plus. Ainsi, depuis 2008, l'UDC s'est opposée au Conseil fédéral dans 28 votations fédérales sur 50. Si on ajoute à cela l'opposition du PS

(dans 22 votations, dont trois conjointement avec l'UDC), le Conseil fédéral n'a quasiment jamais pu compter sur le soutien unanime de la «coalition» gouvernementale en votation populaire. Cette opposition systématique nourrit la méfiance à l'égard du gouvernement et favorise les votes de défiance, comme celui du 9 février.

Ceci nous rappelle aussi que la stratégie consistant à jouer le double jeu du gouvernement et de l'opposition n'est pas nouvelle et n'est pas l'apanage de l'UDC. Elle a été pratiquée depuis longtemps par le PS dans d'autres domaines, comme la politique sociale. Le système politique suisse pouvait néanmoins s'en accommoder. D'abord, le PS a toujours été minoritaire et c'est d'ailleurs comme cela qu'il a traditionnellement justifié son opposition ponctuelle. Ensuite, la gauche n'a jamais eu beaucoup de succès avec ses initiatives et n'a donc guère perturbé le système, aussi parce qu'elle n'a jamais pu batailler à armes égales avec la droite dans les campagnes

politiques: lorsque les initiatives populaires sont portées par la gauche, les dépenses publicitaires des opposants sont souvent dix fois plus élevées que celles des partisans. Enfin, les initiatives lancées par la gauche, même si elles avaient été acceptées, n'auraient jamais eu de telles conséquences sur le plan de la politique extérieure. La seule exception qui vient à l'esprit est l'initiative sur la suppression de l'armée. Si – hypothèse parfaitement théorique – cette initiative avait été acceptée, il y a fort à parier que la question de la présence du PS au gouvernement aurait été posée. Rien de tel à ce jour en ce qui concerne l'UDC.

Il faut bien sûr accepter le verdict des urnes. Mais cela ne nous dispense pas de nous interroger sur la responsabilité de ceux qui recourent à la démocratie directe pour retourner le peuple contre le gouvernement auquel ils appartiennent.

.....
Professeur de science politique,
Université de Genève
.....